

« Appelons les Régions à aider l'école »

ENSEIGNEMENT Pour la députée Ecolo Barbara Trachte, il faut investir pour faire fondre l'échec

ENTRETIEN

Sur le feu depuis plus d'un an, le Pacte d'excellence prend forme. Le Groupe central a condensé les propositions émises en groupes de travail (*Le Soir* du 28 avril). Sa note a été remise au gouvernement de la Communauté française qui tranchera à l'automne. En attendant, l'opposition se sent sur la touche. Barbara Trachte, députée Ecolo, le regrette.

Quel regard portez-vous sur l'opération en cours ?

C'est bien d'avoir engagé un processus qui implique les acteurs de l'école. Ils se sont pris au jeu au point de ne pas vouloir dire de ce qui s'y passe. C'est bien. Mais c'est un débat à huis clos. Or, il va falloir faire un consensus sociétal sur les mesures qu'ils vont proposer - auprès des parents, élèves, enseignants... Et il faudra aussi du consensus politique...

C'est-à-dire ?

On ne réforme pas l'école en un an ou deux. Il faut au moins dix ans. Il faut donc un consensus politique sur les mesures à prendre car dix ans, ça dépasse une législature. Or le choix a été fait de ne pas impliquer l'opposition (Ecolo, MR et Défi, NDLR). Je ne vous parle pas comme quelqu'un qui n'a pas été invité à un anniversaire. Mais il eût été nécessaire d'impliquer l'opposition car il faudra assumer les décisions du pacte dans le temps. S'il faudra assumer des concessions à notre programme, il aurait mieux valu être impliqué.

Marie-Marie Martine Schyns

(CDH), ministre de l'Education, a annoncé au « Soir » que les premières décisions tomberaient fin septembre. C'est vite ?

Déjà, Joëlle Milquet a anticipé le pacte en prenant des décisions - le programme en maternelle, le pilotage des écoles... - au nez des auteurs du pacte. Pour le reste, il est important de prendre son temps, pour convaincre les gens, les autres partis. Un timing serré, ça donne l'impression d'un accord à huis clos entre acteurs institutionnels. C'est du « top down » et on sait tous que ça ne marche pas.

Venons-en aux propositions.

On voit que le redoublement ne diminue pas. Quelle est la vision d'Ecolo là-dessus ? Il faut interdire, brider, laisser faire ?

On ne va pas améliorer la réussite en interdisant le redoublement. Personne n'est prêt à ça. Les Etats qui ont réussi à mettre en place un tronc commun sont ceux où l'enseignant a réussi à gérer l'hétérogénéité autrement que par le redoublement et la réorientation. Il faut donc outiller les enseignants.

En clair, il faut faire passer l'école normale à 5 ans ? C'est la condition sine qua non ? C'est l'une des clés.

Cela coûterait 500 millions. Où trouver l'argent ? Comment soulager une bonne fois pour cette Communauté sans moyens ?

Pour que le pacte fonctionne, il faudra du consensus et des moyens. Et certaines mesures en demanderont beaucoup. Le

fédéral a trouvé 400 millions pour la sécurité. Il en faudrait au moins autant pour l'école. Si on veut la réformer, il y a des investissements à faire - et dès aujourd'hui. Et que voit-on ?

Rien. Le gouvernement de la Communauté est mou. Il ne réagit à rien...

Et il faut demander de l'aide à qui ? La Communauté n'a aucune marge, pas de pouvoir fiscal.

Le redoublement coûte 500 millions. A terme, donc, sa réduction dégagera des marges. Mais pour y arriver, il faudrait, aujourd'hui, une sorte d'investissement « contracyclique ».

La Communauté a déjà sollicité les Régions, en 1990, 1992, etc. Il faut recommencer ?

Appelons les Régions à aider l'école, oui. Et puis le fédéral a assoupli sa trajectoire budgétaire pour répondre à des besoins de sécurité. L'Italie, par exemple, a dit : on va faire la même chose pour la sécurité, mais aussi pour la culture, l'école. Pourquoi on n'essaie même pas de le demander, nous ? Pourquoi le gouvernement de la Communauté ne réagit pas ? Il y a urgence !

Si on sollicite les Régions, n'active-t-on pas le débat sur l'existence de la Communauté ?

Mais on est au pire de sa fragilisation, maintenant. Elle n'existe plus du tout. On a un gouvernement avec des mini-compétences et des ministres qui ne font rien, dont on ne parle jamais. C'est absurde. ■

Propos recueillis par
PIERRE BOUILLON